

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Stratégie de riposte et écueils

Rudy HOMBENET ANVINGUI
Libreville/Gabon

DEPUIS le 12 mars 2020, le Gabon est entré dans une guerre contre un ennemi invisible dénommé Covid-19. Dès l'apparition de ce virus, le gouvernement, par le biais du Comité de pilotage du plan de veille et de riposte contre l'épidémie à coronavirus au Gabon (Copil-Coronavirus), a mis en branle sa machine dans l'optique de circonscrire l'évolution de la pandémie.

Cette situation inédite dans notre pays et sous d'autres cieux a suscité l'adoption d'une stratégie qui, au fil du temps, a engrangé des succès et, très souvent, rencontré des écueils qui ont provoqué des grincements de dents. Un an après, l'heure n'est certes pas au bilan, mais plutôt à l'examen de notre stratégie de riposte pour mieux comprendre ses forces et

ses faiblesses. Ce, afin de mieux affronter ce virus en perpétuelle mutation et plus agressif.

Au début de cette pandémie, la capacité litière des hôpitaux publics, à l'instar du Centre hospitalier universitaire de Libreville (CHUL) et de l'hôpital d'instruction des armées d'Akanda, étaient jugés suffisantes pour la prise en charge des malades. La seconde vague en a montré les limites et révélé ses insuffisances.

Le constat a amené le Copil à revoir sa copie en intégrant les structures privées telles que les cliniques Chambrier et El-Rapha.

Dans cette même lancée, le gouvernement a décentralisé la prise en charge des malades en instaurant le traitement en ambulatoire. Permettant ainsi de limiter la saturation des hôpitaux. Le dépistage de masse n'est pas en reste. Alors que les tarifs étaient jugés excessifs par une frange importante de la population, et partant du triptyque :

dépister, isoler, traiter, le Copil a récemment annoncé la gratuité de ces tests.

Aussi faut-il souligner que les victoires dans cette lutte passent par l'amélioration du plateau technique devenu vieillissant dans les établissements sani-

taires publics. C'est d'ailleurs ce message qui a récemment été véhiculé par le Syndicat des médecins fonctionnaires gabonais ou Symefoga, interpellant les autorités quant à la gestion rigoureuse de la pandémie.

Un autre problème se pose dé-

sormais avec acuité dans nos hôpitaux : l'oxygène est devenue une denrée rare face à l'afflux des patients. En clair, la riposte nationale a ses forces et ses faiblesses qu'il importe de corriger à l'occasion de cet anniversaire.

Libertés individuelles : le Covid-19 est passé par là

L.R.A.
Libreville/Gabon

DRÔLE d'anniversaire que celui de l'An I du coronavirus. Il faut cependant s'arrêter pour regarder derrière soi tant, durant la dernière année, l'on en a vu des vertes et des pas mûres avec des habitudes chamboulées du jour au lendemain.

Par exemple, il faut désormais loger ses activités dans un créneau horaire de 5 à 18 heures. Heure à laquelle le pays s'enferme dorénavant. Sous réserve, pour ceux possédant des autorisations et autres laissez-passer, qui peuvent circuler au-delà de cette heure fatidique. Les lieux de culte longtemps restés fermés ont depuis rouvert sous conditions. Partir d'une ville à l'autre sur le territoire national ou en sortir et même manger dans un restaurant sont conditionnés par la présentation d'un test PCR négatif au Covid-19. Et ce n'est pas tout. D'aucuns, avec humour demandent : "Coronavirus qui es-tu ?" Qui est-il donc ce Covid-19 pour restreindre, les

réduisant à leur simple expression, les libertés fondamentales ? Tant sous ce virus à corona, il a fallu revoir ses allées et venues limitant aux seules essentielles. Plus de déplacements par simple caprice ou plaisir.

Une pilule amère à avaler pour les populations. Lesquelles, si elles avaient un tant soit peu adhéré au projet durant la première vague de l'épidémie, ont exprimé de manière fort tonitruante leur exaspération lors de la survenue de la 2e vague. Et avec des Forces de l'ordre qui auront brillé plus par des exactions et autres abus que par la sensibilisation qui était attendue d'elles, la colère était à son comble. Un "concert de casseroles", même s'il a fait long feu, a eu le temps de semer la mort, témoin de cette exaspération populaire. Rien qui fasse fléchir les autorités pour autant. Tant, semble-t-il, il faut sauver le peuple envers et contre lui. Jusqu'à quand ? C'est la grande inconnue tant le virus traîne encore ses pas.

Sacré coronavirus ! Et dire que personne ne l'a vu venir...

Economie : des pertes énormes et une dette abyssale

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

JAMAIS autant une crise sanitaire n'aura eu des effets aussi dévastateurs sur les économies des pays du monde. Au Gabon, tous les secteurs de l'économie nationale ont accusé un repli significatif de leurs activités en raison du ralentissement du commerce mondial et de la chute des cours des matières premières notamment du pétrole. Résultat : le Gabon est officiellement entré en récession en 2020 avec un taux de croissance négatif de - 2,7 %. Selon les chiffres officiels du gouvernement, la pandémie de Covid-19 a généré plus de 10 000 nouveaux chômeurs dans le secteur formel, et précipité la fermeture de près de 200 établissements dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration, sans compter des commerces en faillite et une dette publique abyssale avoisinant aujourd'hui les 6 000 milliards de francs. D'après le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) dans son rapport sur les conséquences



Photo: FM

socio-économiques de la pandémie au Gabon, 77,4 % des ménages exploitant des entreprises familiales non agricoles ont enregistré une baisse importante de revenu. Concernant l'emploi salarié, 64,6 % des ménages déclarent avoir enregistré une baisse de revenu (61,6 % à Libreville, 77,3 % à Port-Gentil et 74,2 % à Franceville). Selon le ministère de l'Economie et de la Relance, en termes d'incidence sur les comptes publics, la pandémie de Covid-19 a entraîné, en 2020, une baisse de près de 600 milliards de francs des recettes budgétaires de l'Etat. Un énorme gap qui a obligé le gouvernement à recourir massivement à l'emprunt extérieur pour éviter une catastrophe. Notamment en négociant un programme d'as-

sistance avec le Fonds monétaire international (FMI) et ses organismes partenaires (BAD, AFD, Banque mondiale). D'après les chiffres de la Direction générale de la dette (DGD), entre janvier et septembre 2020, en raison de la crise sanitaire due au coronavirus, l'Etat gabonais a bénéficié d'importants décaissements sur emprunts extérieurs et intérieurs. Le montant total des décaissements s'est établi à 1 120,5 milliards de francs en 2020.

Mais ces différentes contributions financières ont malheureusement eu une incidence sur le niveau d'endettement du pays qui a littéralement explosé à près de 5 800 milliards de francs aujourd'hui. Soit près de 70 % du Produit intérieur brut (PIB).

Les habitudes de travail durement impactées

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

SI l'y a une chose que l'épidémie de coronavirus a durement impactée au Gabon depuis son apparition le 12 mars 2020, ce sont les habitudes de travail. Contre toute attente, de fortes turbulences ont bousculé les habitudes et font apparaître de nouvelles approches auxquelles les gens se sont peu à peu accommodés. Mais plutôt péniblement. Ainsi, le télétravail, le turn-over, la réduction des effectifs au sein des administrations publiques

comme privées, la pratique de la visioconférence, la mise en congés techniques de certains agents, la réduction des réunions en présentiel, l'interdiction de rassemblements de plus de 10 personnes, etc., sont devenus depuis, les expressions du quotidien des Gabonais.

La propagation du Covid-19 a obligé les administrations à s'organiser autant qu'elles le pouvaient, afin de continuer à servir les usagers, tout en évitant la propagation de cette pandémie. Alors, de manière générale, un système de travail par rotation, à temps partiel, adapté à la spéci-

ficité de chaque secteur, avait été mis en place, avec une restriction et une régulation des flux des travailleurs au sein des entreprises. Va-t-on devoir désormais s'habituer à cette notion de télétravail, par exemple, d'autant que des moyens à la fois financiers et structurels sont de plus en plus mis en place pour s'orienter vers cette voie à laquelle la nouvelle mouture révisée du Code du travail accorde d'ailleurs une place de choix ? De toutes façons, tant que le niveau de contamination ne fléchira pas, ces nouvelles approches de travail devront être de mises encore pour longtemps.



Photo : Josiane Mbang Nguemal / L'Union

Éducation : mise à nu d'un système complexe

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

DES la détection du premier cas testé positif au Covid-19, le 12 mars 2020, les autorités gabonaises avaient décidé de la suspension des cours dans le secteur de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur pour une période indéterminée.

Un an après, les choix opérés ont considérablement bouleversé le cours des choses. Entre annulation des examens de fin d'année pour les classes de 6ème et 3ème et mise en place du télé-enseignement, apprenants et enseignants ont dû s'adapter à un mode d'apprentissage post-Covid. Si dans un premier temps d'aucuns s'attendaient à une crise passagère, en raison des phases de déconfinement et de reconfinement, la communauté éducative, n'a eu de cesse de procéder à des ajustements.

En effet, face à cet ennemi invisible, le ministre de l'Éducation nationale, Patrick Mouguia-Daouda, avait signé en mai dernier, un accord de fond avec l'Unesco, pour un système d'enseignement à distance plus résilient. Seulement voilà, depuis les

états généraux de l'Éducation en 2010, le gouvernement gabonais n'avait pas anticipé l'usage du numérique dans l'ensemble des lycées et collèges.

Considéré par plusieurs observateurs comme le secteur le plus touché par la pandémie de coronavirus, sachant qu'il implique presque toute la population, de par la formation et l'insertion professionnelle des jeunes, le domaine de l'Éducation a cessé de fonctionner durant plus d'une année.

Bien que la décision de fermeture de l'école, prise par la plupart des gouvernements, visait à circonscrire la pandémie – et ce en invitant les apprenants à se cloîtrer chez eux – de nouveaux procédés ont été mis à jour. Il faut le reconnaître, le Covid-19 a sans conteste mis à nu l'ensemble

des difficultés dans lesquelles se débat l'Éducation au Gabon. Dans le secteur de l'Enseignement supérieur, les universités et grandes écoles ont été impactées de la même manière. A l'exemple de l'organisation des soutenances en comité réduit.

Il reste que depuis la réouverture des établissements scolaires et universitaires sur l'ensemble du territoire national, en novembre dernier, plusieurs écoles ont dû fermer de façon temporaire, en raison de la détection de cas positifs. Annoncé par le ministre de tutelle, le dépistage de masse dans les établissements scolaires n'est toujours pas visible, et ce, au grand dam des apprenants. C'est dire combien cette pandémie de Covid-19 a généré une situation nouvelle, aussi inattendue que complexe.



Photo: H.N.M / L'Union

Forces et faiblesses d'une adhésion populaire

Sveltana NTSAME NDONG
Libreville/ Gabon

UN an, jour pour jour, que le Gabon est secoué par la pandémie de Covid-19. Une crise sanitaire sans précédent ayant obligé les autorités à mettre en place des mécanismes de riposte contre cette maladie.

Dès la détection sur notre sol du premier cas en mars 2020, les autorités et les partenaires sociaux se sont levés pour mettre en place des mesures en vue de freiner la propagation de ce virus à travers non seulement l'adoption d'un plan de riposte comprenant, entre autres, la création de 60 sites de prélèvement et d'un réseau de 15 laboratoires implantés sur tout le territoire. Et ce, afin de favoriser les dépistages de masse, le point quotidien sur la pandémie pour susciter l'adhésion et éviter la psychose mais également avec des campagnes de sensibilisation à la maladie et au respect des gestes barrières. Plusieurs ONG et associations telles que "Belle vie", "Association Gabon action", le Rotary club, la Jeune chambre internationale, le Lions Club, pour ne citer que celles-là, ont mené des actions de terrain pour encourager les populations au respect des mesures de protection. Sans oublier l'action des congrégations



Photo: D.R

religieuses qui ont accepté de fermer leurs églises, mosquées, temples... pour barrer la route à la pandémie dans notre pays. Cette mobilisation de toutes les couches sociales a eu pour résultat encourageant d'aider notre pays à réduire le taux de contamination qui était descendu jusqu'à 5 cas dans la période de septembre à octobre dernier. Seulement voilà, après l'allègement des mesures prises lors de la première vague, il a été observé comme un relâchement dans l'application des gestes barrières. Du coup, les autorités ont été obligées de monter au créneau le 19 novembre dernier, pour interpellier la population sur le respect de ces mesures à coups de sanctions. Mais malgré ces menaces, certains semblent avoir du mal aujourd'hui à s'impliquer à nouveau dans la lutte contre la pandémie, laissant transparaître un certain ras-le-bol à l'égard d'une pandémie qui semble s'installer dans la durée.